



ADISI - CAMEROON

# DÉSINFOX-AFRIQUE

## FORUM INTERNATIONAL DE YAOUNDÉ SUR LA DÉSINFORMATION

# RAPPORT GÉNÉRAL



13-14 juin 2022

**MASTER CLASS** 280 PARTICIPANTS



Institut Français  
Yaoundé

**TABLES RONDES** 450 Participants



# DesinfoxAfrique

Participants au  
**FIYAD** 730 Total moyen

# 00 SOMMAIRE

01. INTRODUCTION

02. RAPPEL DES OBJECTIFS DU FIYAD

03. CONTEXTE

04. APERÇU DU FORUM

05. LES CONSTATS

06. RECOMMANDATIONS

07. CONCLUSION

■ ANNEXES

# 01 INTRODUCTION

Dans le cadre du projet Désinfox Afrique initié par CFI (agence française de développement médias), soutenu par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, ADISI-Cameroun en partenariat avec l'Institut Français et Médias & démocratie a accueilli [le Forum International De Yaoundé Sur La Désinformation](#) (FIYAD) du 13 au 14 Juin 2022.

Afin de répondre aux enjeux de la désinformation croissante, le FIYAD a adopté une approche participative en impliquant tous les acteurs de la chaîne informationnelle pouvant être mobilisés pour lutter contre ce phénomène en expansion. Formant un véritable écosystème médiatique, ce sont au total 730 personnes qui ont pris part aux différents temps d'échanges et de réflexion du forum, autour de la thématique centrale : « *L'accès à l'information et la liberté d'expression à l'épreuve de la désinformation* » et plus de 15 000 personnes qui ont été touchées à travers le live Facebook.

**le FIYAD a adopté une approche participative en impliquant tous les acteurs de la chaîne informationnelle**

Acteurs et actrices de tous types (**médias, blogueurs, organisations de la société civile, experts médias, autorités de régulations et institutions étatiques**), venant de plusieurs pays (**Côte d'Ivoire, République Centrafricaine, Cameroun, Burkina Faso, Mali, Sénégal, Tchad,**

**France**), l'objectif était de leur permettre de nourrir les débats grâce à leur expérience et d'apporter des solutions innovantes prêtes à être mises en œuvre.

Au lancement de [l'ordre du jour de FIYAD](#), le panel d'ouverture de FIYAD a donné le ton de l'événement avec une discussion sur « *Comment créer un écosystème sain de médias professionnels et indépendants permettant aux journalistes d'exercer leur métier en toute déontologie avec l'appui des régulateurs et des pouvoirs publics ?* ». Les sessions d'échange se déroulées autour de plusieurs thèmes dont quelques uns étaient pour les tables rondes : « *Faut-il une loi contre les fausses informations ? Quelle situation aujourd'hui, quelles perspectives institutionnelles ?* » ; « *Les fausses nouvelles à l'ère de la Covid-19 (infodémie) : manifestations, initiatives locales et perspectives* » ; « *Quelle contribution de la société civile dans la lutte contre la*

désinformation ? ».

Les masters class, pensés comme des sessions d'échanges plus techniques entre professionnels de l'information, s'articulaient autour de thèmes comme « **Le rôle du fact-checking dans la lutte contre la désinformation ; les principes de l'IFCN et le processus de labellisation ; le fact-checking livre-t-il un combat asymétrique avec les fausses informations ?** » ; « **Désinformation et fausses informations, un frein à l'accès à l'information de qualité ? Quelles stratégies peuvent développer les autorités de régulation pour appuyer la lutte des médias contre la désinformation ?** » ; « **Comment dépasser le fact-checking (éducation aux médias, implication de la société civile et des autorités, etc.) ? Et comment les journalistes peuvent-ils appuyer ces initiatives ?** » Entre autres. Les ateliers ont également été animés à travers des thèmes formulés à cet effet à savoir « **Sensibilisation générale au phénomène des fausses informations (typologie et caractéristiques) & Comment se construit une infox** » ; « **Les bons réflexes à avoir : détection des fausses informations sur les réseaux sociaux, identification des trolls, identification des comptes partisans, détection d'une image suspecte, etc.** »

**Ce Forum a permis d'explorer le phénomène de la désinformation sous tous angles possibles, et de mettre en lumière des aspects restés obscurs jusqu'alors du point de vue de certains profanes en la matière**

Ce Forum a permis d'explorer le phénomène de la désinformation sous tous angles possibles, et de mettre en lumière des aspects restés obscurs jusqu'alors du point de vue de certains profanes en la matière. Dès lors, un ensemble de constats débouchant sur de nombreuses recommandations ont été élaborés. Ces dernières sont destinées à être mises en œuvre rapidement, afin de contrecarrer efficacement la montée de la désinformation.

## 02

## RAPPEL DES OBJECTIFS DU FIYAD

**Objectif principal du Forum :**

- Construire une synergie nationale et internationale autour de la lutte contre la prolifération des fausses nouvelles au Cameroun.

**Objectifs spécifiques**

- Sensibiliser les acteurs du secteur médiatique et de l'information (producteurs de l'information, régulateurs, blogueurs et blogueuses, représentants de la société civile travaillant sur les enjeux des droits et de la démocratie digitale) aux enjeux et aux dangers de la prolifération des fausses informations ;
  - Renforcer les capacités des acteurs présents à lutter contre la désinformation à travers de la sensibilisation, la découverte de techniques de détection des fausses nouvelles et d'outils de traitement existant en open source et des techniques de diffusion d'informations vérifiées, et des échanges entre confrères journalistes de vérification ;
    - Engager les acteurs médiatiques et leur environnement dans une démarche de concertation et de coopération pour lutter contre les infox, et aboutir les actes du forum décrivant la situation du Cameroun en matière de désinformation et les pistes pour réduire ce phénomène.

# 03 CONTEXTE

De tout temps, des journalistes ont commis des erreurs en publiant des données fausses ou partiellement fausses. Le manque de temps ou de vigilance, les excès de confiance dans leurs sources ou leurs propres connaissances, la confusion entre leurs convictions et les faits ou encore la reproduction de communiqués de presse sans en vérifier le contenu factuel ont favorisé ces erreurs. Certains médias exploitent aussi depuis longtemps, pour des raisons d’audience ou de commerce, le goût pour le « sensationnel » d’une partie du public en diffusant des histoires basées en grande partie sur des faits tronqués.

Toutefois, la complexité et l’échelle de la pollution de l’information posent, dans notre monde numériquement connecté, des défis sans précédent. La diffusion de fausses informations ou d’informations tronquées, hier restreintes aux canaux des médias, trouve aujourd’hui une nouvelle ampleur avec la pénétration d’internet et l’usage croissant des réseaux sociaux par les populations. Le quasi-monopole de l’offre d’information détenu par les médias a pris fin avec l’arrivée d’Internet. Les moteurs de recherche agrègent et rendent accessibles en quelques secondes des milliers de sources sur un même

sujet, tandis que les plateformes de médias sociaux donnent à chacun la possibilité d’être diffuseur et producteur d’information. Internet, par la profusion des savoirs qui y sont mis en ligne et par l’abondance des témoignages que chacun peut y diffuser, agit comme un puissant levier de démocratisation, mais aussi, et pour les mêmes raisons, comme un redoutable canal

**“ Toutefois, la complexité et l’échelle de la pollution de l’information posent, dans notre monde numériquement connecté, des défis sans précédent. ”**

de désinformation.

En Afrique comme dans le reste du monde, ces interactions contribuent à infuser une culture de la redevabilité au sein de la classe politique et des institutions publiques, mais elles charrient aussi leur lot d’informations approximatives, erronées ou fallacieuses. Par exemple, près de 70% des fausses informations relatives à la Covid 19 répertoriées par le Réseau des professionnels de la presse en ligne de Côte d’Ivoire (REPPRELCI)

entre mai et juillet 2020 ont ainsi été diffusées sur les réseaux sociaux, contre un peu moins de 30 % dans les médias.

La fausse information relayée sur les réseaux sociaux se pratique sous toutes ses formes dans le monde, et ni le Cameroun ni la Centrafrique n'y échappent : mensonges, calomnies, fausses attributions de citations, articles entièrement fabriqués, photos retouchées ou sorties de leur contexte, usages de techniques de plus en plus sophistiquées comme le trolling ou le deepfake, chaînes de partages sensationnalistes sur WhatsApp ou bien encore de faux-comptes Facebook ou fausses publications en ligne clonant les codes visuels de médias existants pour mieux duper le public. Les auteurs de ces fausses informations sont eux-aussi bien plus divers qu'avant : particuliers agissant pour eux-mêmes ou au nom de leurs convictions, groupes d'intérêts partisans, journalistes poursuivant des buts divers... et même parfois des personnes ou groupes anonymes agissant sous couvert de fausses identités sur les réseaux sociaux.

**Les auteurs de ces fausses informations sont eux-aussi bien plus divers qu'avant : particuliers agissant pour eux-mêmes ou au nom de leurs convictions, groupes d'intérêts partisans, journalistes poursuivant des buts divers**

Peu sensibilisés à la traque des fausses nouvelles et soumis à la pression de l'édition en ligne et de la course à l'audience, les médias existants relaient souvent eux-mêmes des fausses informations en reprenant des contenus aux sources douteuses et dont la fiabilité n'est estimée qu'à posteriori.

De manière parallèle, l'état de précarité économique dans lequel se trouvent de nombreux médias, dont au Cameroun et en Centrafrique, les rendent plus perméables aux pressions politiques et financières des pouvoirs publics ou de groupes d'intérêts partisans. De nombreux médias ne peuvent ainsi pas se permettre de vérifier certaines informations et de rechercher une amélioration de la qualité de leurs productions. Cette situation les rend plus enclins à la course au sensationnalisme ou à la reprise d'articles émanant de groupes d'intérêt, tout ceci favorisant la prolifération de fausses informations.

L'ampleur de la prolifération des fausses informations est considérée aujourd'hui comme un facteur majeur de désordre social et politique dans un nombre croissant de pays, et la circulation massive de fausses nouvelles sur Internet fait peser des menaces sur les processus démocratiques dont la liberté d'expression et l'accès à l'information sont des piliers. Les fondements de la démocratie sont en effet en jeu quand ces mêmes libertés sont utilisées pour disséminer des contre-

vérités qui conduisent à la propagation d'un scepticisme pernicieux qui pollue le débat public, mine la cohésion sociale et affaiblit les contre-pouvoirs. Dans le contexte africain, les fausses informations peuvent aussi contribuer à attiser les tensions intercommunautaires et déclencher des cycles de violence.

Au Cameroun notamment, d'après une étude interne du bureau Afrique francophone de Facebook Inc (Metaverse) commandée à ADISI-Cameroun en fin 2020, il apparaît que deux grands contextes cristallisent la prolifération de la désinformation et de la mésinformation avec parfois des corollaires comme les discours haineux : le contexte de la crise anglophone qui connaît sa phase violente dès décembre 2016 et ce qui est convenu d'appeler au Cameroun, la crise post-électorale de 2018 avec des concepts nouveaux tels que « Sardinards » (terme désignant les soutiens du président Biya) et « Tontinards » (terme désignant les soutiens de Maurice Kamto, candidat arrivé second à l'issue du scrutin). L'étude fait en outre remarquer qu'à chaque contexte, correspond une typologie particulière de fausse nouvelle qui prend selon des cas, la forme politique, économique et dans la plupart des cas, un relent tribaliste. Ce constat est corroboré par une enquête de jeune Afrique qui indiquait en mars 2020 que des factions politiques actives sur les réseaux sociaux dont Facebook, se livrent une lutte sans merci générant des discours de haine qui favorisent à leur tour des attaques d'ordre tribaliste, ou basées sur le genre, la religion et d'autres distinctions. Dans la plupart des cas, fait remarquer cette enquête, la résurgence des fausses nouvelles qui connaît une viralité sans précédent, se déportant parfois sur les médias classiques dont le principal indicateur se trouve dans les débats du dimanche. Dans ce contexte où il n'existe pas de loi sur l'accès à l'information et dont les repères principaux des citoyens sont les médias et les réseaux sociaux, la fiabilité et la factualité de l'information prennent des formes parfois propagandistes et manipulatrices.

Contre la prolifération des fausses informations est donc aujourd'hui à la fois un enjeu pour mieux garantir la liberté de presse et d'expression, pour améliorer la salubrité du débat public et pour encourager les processus démocratiques en œuvre.

Certains gouvernements ont adopté pour cela des mesures sévères, qui incluent de plus en plus souvent des restrictions d'accès aux outils de communication ou l'adoption de codes numériques qui prévoient la restriction de certaines libertés. Cette inclinaison, dangereuse pour le développement de la démocratie, rend d'autant plus nécessaire l'acquisition par les acteurs de secteur médiatique des outils et des techniques de vérification des faits. Il apparaît aussi nécessaire de

travailler plus généralement à l'avènement d'un écosystème de la vérification des faits, qui impliquerait un nombre croissant de médias appliquant la déontologie et la méthode du fact-checking, et devenant de plus en plus détachés d'une course au sensationnalisme et à la reprise de contenus douteux. Cet environnement doit aussi être soutenu par les institutions garantes que sont les pouvoirs publics et notamment les régulateurs des médias.

De cette manière, un écosystème sain de médias professionnels et indépendants, permettant à leurs journalistes d'exercer leur travail avec rigueur et déontologie, en procédant aux vérifications de l'information selon des règles reconnues et en utilisant des outils efficaces, tout en bénéficiant du soutien du régulateur et des pouvoirs publics, peuvent contribuer à la réduction des tensions et au renforcement de la cohésion nationale par la diffusion d'informations fiables et la création d'espaces de dialogue pluralistes et pacifiés.

La lutte contre la propagation des fausses nouvelles ne peut se passer de l'implication de tous les producteurs et diffuseurs de l'information. Il est même de plus en plus souvent admis que cette lutte doit aussi englober les « consommateurs » de l'information qui, selon la définition qu'en donne l'Unesco, est un bien public. De nouvelles synergies doivent émerger pour lutter plus efficacement contre les fausses informations, à travers l'amélioration de la formation des journalistes à lutter contre elles, à travers le renforcement de la coopération entre acteurs du secteur médiatique et à travers le développement d'actions d'éducation critiques aux publications en ligne.



**Christophe GUILHOU,**  
Ambassadeur de France au Cameroun

*[...] En associant journalistes, autorités de régulation et société civile, nous pouvons dresser un état des lieux et concevoir des stratégies de réponse [...]*



**LIVE. Désinfox-Afrique.**  
**#StopFakeNews**

il y a 3 semaines · 15,1 K vues



Marthe Mounyol, Aurelie Buchom et 1

*Capture du live Facebook*



**Thierry Vallat,**  
*Président directeur général de CFI*

*“la désinformation devient un véritable cancer, d’où l’importance de ce forum”*

# 04 APERÇU DU FORUM



Table ronde inaugurale

Sous la modération de **DIARA NDIAYE** journaliste à RFI, les intervenants **CHRISTOPHE GUILHOU**, Ambassadeur de France au Cameroun, le Président directeur général de CFI, **THIERRY VALLAT**, le Directeur exécutif de Médias et Démocratie, **OLIVIER PIOT**, le Secrétaire Exécutif d'ADISI-CAMEROUN, **PAUL-JOËL KAMTCHANG** ont pris la parole pour inaugurer le FIYAD. A la question centrale émise par l'Ambassadeur à cette occasion « *Comment créer un écosystème sain de médias professionnels et indépendants permettant aux journalistes d'exercer leur métier en toute déontologie avec l'appui des régulateurs et des pouvoirs publics ?* » répondait une citation poignante du directeur exécutif de Médias et Démocratie « *Il n'y a pas de média sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans médias indépendants* ».

Les mots du regretté Jean Saint-Clair Maka, formateur de CFI en Centrafrique et mort le 23 février 2022, appuyaient encore ces propos : « *il n'y a pas de média indépendant sans journaliste formé et protégé* ». Ils rappelaient tous deux éléments fondamentaux, dont le premier : journalistes et pouvoirs publics ne s'opposent pas lorsque chacun cherche à concourir à l'intérêt général et à la défense de la démocratie. Le second s'inscrit en négatif : les défis posés actuellement à l'écosystème médiatique, notamment celui de la désinformation, se posent aussi pour les pouvoirs publics. Ce n'est donc qu'en se concertant que des solutions pérennes pourront être émises, des solutions élaborées collectivement, ce que le

FIYAD avait pour but.

Par la suite s’est tenue la table ronde inaugurale. Elle rassemblait le conseiller de coopération et d’action culturelle (Ambassade de France du Cameroun), **YANN LORVO**, la vice-présidente du haut-conseil de la communication de Centrafrique, **ISABELLE VACKAT**, le président d’Eduk-média, **BLAISE PASCAL ANDZONGO**, l’Ambassadeur de France au Cameroun et le Directeur exécutif de Médias et Démocratie. Elle a débouché sur un état des lieux de la désinformation au Cameroun et en Centrafrique et des recommandations à savoir de redonner aux journalistes le goût de la rigueur dans un contexte où les informations circulent plus rapidement ; sensibiliser principalement les plus jeunes aux médias car ils ne sont pas encore aguerris et sont les plus vulnérables; sensibiliser les citoyens pour qu’ils aient la capacité de détecter les fausses informations et freiner la désinformation à leur niveau ; impliquer davantage l’aspect genre dans la lutte contre la désinformation. Pour y remédier en ont été tirées, avec également la participation de quelques membres du public qui ont pu échanger avec les panélistes.



**Diara NDIAYE**, Journaliste à RFI et France 24

## 1<sup>ère</sup> TABLE RONDE

La première table ronde s’articulait ensuite autour de cette double interrogation : « *Faut-il une loi contre les fausses informations ? Quelle situation aujourd’hui, quelles perspectives institutionnelles ?* ». Le but était précisément de dépasser ces questionnements et d’aborder d’autres solutions que la voie légale pour contrecarrer la désinformation, et notamment des pistes de renforcement de la concertation entre les autorités de régulation et les journalistes, des pistes d’éducation aux médias, etc.

Modéré par **SIMONE TOUSSI**, chef du bureau Cameroun chez Collaboration

on International ICT Policy for East and Southern Africa (CIPESA), cette table ronde rassemblait trois représentants d'autorités de régulation des médias camerounaises et centrafricaine : **LOUIS CHRISTIAN OWONO** représentant de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART), **ISABELLE VACKAT**, vice-présidente du Haut-Conseil de la Communication de Centrafrique (Centrafrique); et Monsieur **ALAIN DENIS MBEZELE**, représentant du Conseil National de la Communication (CNC).

Le décor a été planté d'entrée de jeu par Simone Toussi, qui a rappelé qu'au Cameroun « *il n'y a pas encore une loi régulant spécifiquement la désinformation ou la mésinformation, ces formes de communication dont l'objectif est le plus souvent de semer le trouble et rompre l'équilibre social [...]. Il n'y existe par ailleurs aucun texte qui met en exergue la différence entre désinformation et mésinformation* ». Elle a également rappelé que le phénomène de la désinformation était entretenu par divers acteurs, et que des journalistes en faisaient parfois malheureusement partie.

C'est tout d'abord la nécessité d'une collaboration transparente qui a été rappelée : « *Les réflexions visant à la lutte contre la désinformation, mûries dans le cadre du Forum ne doivent pas être attaquées par les juridictions* » tel a été le vœu émis par Isabelle Vackat. Cette réflexion était salutaire pour anticiper le risque que certaines propositions du FIYAD ne soient pas battues en brèche dès leur publication, et le fait que les représentants des autorités présentes s'expriment face à des journalistes, des blogueurs et des organisations de la société civile témoignait de cette volonté d'avancer vers un consensus.

Les intervenants ont martelé deux grands aspects principaux selon eux, qui concernaient la circulation des informations. Il s'agissait d'une part de l'identification des abonnés, afin de savoir quelle information a été divulguée? Par qui? Et d'autre part, l'éducation aux médias (une démarche formative qui vise à apprendre au citoyen à « *être un spectateur actif, un exploreur autonome et un acteur de la communication médiatique* »), qui passe par la sensibilisation des consommateurs et la protection des producteurs de l'information.

L'autre piste avancée était l'éducation aux médias qui se définit comme un projet éducatif visant à la fois l'accomplissement individuel, l'évolution des rapports sociaux, la critique sociale et l'émancipation des groupes et des communautés. Celle-ci procède à la sensibilisation des consommateurs d'information et la protection des producteurs de l'information d'autre part. Il a été précisé par-dessus tout, qu'il est important d'impliquer l'aspect genre (une co-construction des programmes, ou assurer la parité dans les bénéficiaires de cette sensibilisation, ou éduquer en sensibilisant sur des inégalités qui existeraient dans le traitement de

certaines sujets concernant les femmes) pour co-construire les outils de lutte contre la désinformation; car cet aspect est trop souvent relégué à l'« *arrière-plan* » pour reprendre les termes d'Isabelle Vackat dans le processus de lutte contre la désinformation.



**Table ronde**

## 2<sup>ème</sup> TABLE RONDE

Ouverte au public, les réflexions ont porté ici sur « *Les fausses nouvelles à l'air de la Covid-19 (infodémie) : manifestations, initiatives locales et perspectives* ». Modérée par **Valdez Onanina**, journaliste et formateur à Africa Check, elle rassemblait le **Dr Hemes Nkwa** médecin et blogueuse sur la santé et Médecin épidémiologiste (Ministère de la santé publique), **Marie Varloteaux**, experte technique pour l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS) et Expertise France à Yaoundé et **Desmond Ngala** chef pays du projet Defyhatenow au Cameroun.

Repartant du principe que « *là où il n'y a pas la bonne information, la désinformation et la mésinformation y font leur nid* » selon le Dr Hemes Nkwa, les premiers échanges entre le public présent et les experts ont porté sur l'évolution de la pandémie du Covid19 et la teneur des informations qui circulent autour de cette maladie depuis son apparition notamment le fait que la médecine traditionnelle via les plantes traditionnelles traiterait le Covid19 etc.

Face à ce phénomène, une première réponse consiste de nouveau à sensibiliser les populations et revenir sur les idées reçues et les fausses informations

qui se propagent. Face à ce phénomène, une première réponse consiste de nouveau à sensibiliser les populations et revenir sur les idées reçues et les fausses informations qui se propagent. Il a été relevé notamment qu'un ensemble d'enquêtes anthropologiques avaient été réalisées dans le contexte camerounais en réponse à ces défis à l'instar des travaux du Pr Edongo Ntede Pierre François. Elle avait cherché à amener les populations à comprendre ce qu'est effectivement la Covid-19, déconstruire les idées et stéréotypes construits autour de celle-ci et à accepter le vaccin.



**Table ronde**

Toutefois, les experts ont relevé que la lutte contre la désinformation en ce qui concerne la Covid-19 et d'autres pandémies comme le choléra, le VIH/SIDA entre autre, demeure une lutte perpétuelle qui doit s'effectuer à tous les niveaux et impliquer divers acteurs notamment les personnels soignants, les médias, les

citoyens (à travers l'usage responsable des réseaux et plateformes d'information et de communication ; des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) de façon globale), les pouvoirs publics/ gouvernement (ceux-ci doivent constamment revoir les stratégies de lutte mises en œuvre contre, encourager celles qui marchent et améliorer celles qui ne marchent pas ou du moins les proscrire).



Vue du public

### 3<sup>ème</sup> TABLE RONDE

Portée sur le thème : « *Quelle contribution de la société civile dans la lutte contre la désinformation ?* », celle-ci a connu la participation de plusieurs intervenants, dont une bonne partie de représentants de la société civile camerounaise, sous la modération de **Yann Lorvo**, Conseiller de coopération et d'action culturelle auprès de l'Ambassade de France : **Rigobert Kenmonne** Secrétaire Exécutif d'Accès Digital Cameroun, **Blaise Pascal Andzongo**, président d'Eduk-Media, **Avis Momeni**, secrétaire général de Protège-Qv, **Dania Ebongue** président de l'Association des Blogueurs du Cameroun, **Asmaou Karim**, vice-présidente de The Okwelians, **Jonas Razanadrakoto**, chef de projet à l'Observatoire Pharos.

« *Éduquer la jeunesse, la doter des valeurs et cultiver en elle l'esprit critique pour une utilisation responsable des TIC* », cette maxime articulée par Blaise Pascal Andzongo a été le fil conducteur de cet échange. Cette recommandation est très pertinente au regard du fait que les jeunes constituent la couche sociale la plus présente sur les réseaux sociaux et les plateformes de communication. Elle est aussi malheureusement la plus ancrée dans le phénomène de désinformation, en raison de son manque d'éducation à l'usage responsable des outils numériques qui la rend particulièrement vulnérable. Ceci étant, il est d'autant nécessaire d'impliquer les modules d'éducation aux médias dans le processus pédagogique; afin que les enfants puissent déjà intégrer et développer l'esprit critique en matière d'utilisation des médias depuis aussi bien à l'école qu'à la maison.

Toutefois, Il a été noté par les panélistes que l'accent doit être mis sur la prise en compte des droits de l'homme par les pouvoirs publics en matière d'élaboration des lois en rapport à l'accès à l'information. Ainsi, relever cet aspect a eu tout son sens au regard du fait que les données personnelles que l'on enregistre pendant le processus d'inscription dans les plateformes et réseaux sont très souvent utilisées par des personnes mal intentionnées pour causer des préjudices contre les individus en ligne. La garantie absolue de la protection des informations directement liées à la vie privée pourrait dès lors renforcer la confiance des utilisateurs/ internautes et contribuer au mieux à lutter contre la désinformation.



Table ronde

## 4<sup>ème</sup> TABLE RONDE

Modéré par **Paul-Joël Kamtchang** Secrétaire Exécutif ADISI-Cameroun. Cette table ronde a porté sur « *les dangers de la désinformation sur les relations intercommunautaires (Vivre ensemble) ; Quels constats ? Quelles perspectives des acteurs ?* » **Catherine Bossard**, Directrice de l'Observatoire Pharos. **Arsène Jonathan Mosseavo** journaliste, formateur et observateur junior auprès de l'Observatoire



Table ronde

Pharos, **Daoudou Mounchili**, observateur junior auprès de l'Observatoire Pharos, **Donatien Koffi**, enseignant et formateur en journalisme, sont les intervenants qui ont pris part

pour édifier le public sur la thématique portée à leur réflexion.

Ceux-ci ont d'entrée noté que le phénomène de désinformation s'accroît davantage dans un contexte de crise à travers la prolifération des discours de haine dont les conséquences sont notamment la légitimation de la violence (en Côte d'Ivoire), la naissance de théories notamment celle du complot (en France), l'ethnisation et l'instrumentalisation de la culture (en Centrafrique). Ils ont noté également que ces discours et théories étaient encore une fois particulièrement prégnants sur les réseaux sociaux et plateformes de communication. Il ressort de cet échange une lourde responsabilité des plateformes de communication et réseaux sociaux en matière de régulation des contenus qui y circulent.

Il revient au final aux Fact-checkeurs la lourde tâche qui est celle de la vérification permanente et accentuée des contenus/ informations qui circulent au quotidien en ligne, pour une lutte efficace contre le phénomène de la désinformation.

## 5<sup>ème</sup> TABLE RONDE

Modérée par **Mathieu Sette**, chargé de coopération à l'Ambassade de France au Cameroun, elle rassemblait **Rigobert Kenmonne** Secrétaire Exécutif d'Accès Digital Cameroun, **Blaise Pascal Andzongo** président d'Eduk-Media, **Avis Momeni** Secrétaire général de Protège-Qv, **Marthe Ndiang** journaliste et chef de

la rubrique fact-checking à DataCameroon, **Michèle Abe** présidente Fondation conseil



**Table ronde**

jeune. Ce panel a mené une réflexion autour des synergies nationales pouvant être mises en œuvre pour lutter contre la désinformation au Cameroun ?

**« Les acteurs de la chaîne doivent former un bloc assez fort pour mener une lutte véritable contre les fake news/ la Désinformation »**, cette formule a donné des orientations et a davantage meublé les réflexions des intervenants. Dans la chaîne des acteurs, les pouvoirs publics/ l’Etat qui constituent le maillon fort doivent coordonner et orienter sans cesse les actions des autres acteurs qui sont notamment les producteurs et les consommateurs de l’information.

Toutefois, un appel fort a été lancé par les intervenants à l’endroit des dirigeants pour les amener à se socialiser à la chose digitale, afin de procéder à l’élaboration d’une loi d’accès à l’information. Il en est ressortie que bien que les fausses informations aient de très **« longues jambes »**, et les outils de lutte contre notamment le fact-checking aient de **« courtes jambes »**, c’est grâce aux efforts conjugués au travers d’une synergie forte des acteurs qu’advientra une arme véritable pour éradiquer le phénomène de la désinformation.



Vue du public lors de la plaine d'ouverture du Forum

Il ressort en bref des paragraphes précédents les réflexions qui ont été menées autour dans le cadre des tables rondes sur la thématique centrale à « ***L'accès à l'information et la liberté d'expression à l'épreuve de la désinformation*** ». Il est question dans les paragraphes suivants, de faire l'économie des problématiques spécifiques au journalisme de fact-checking qui ont été abordées dans le cadre des master class.

# MASTERS CLASS

## 1<sup>er</sup> MASTER CLASS

Centrée sur le rôle du fact-checking dans la lutte contre la désinformation et les principes de l'International Fact-checking Network. **LAURENT BIGOT**, Directeur de l'École publique de Journalisme de Tours et assesseur IFCN introduit en situant la date de création de l'IFCN en septembre 2015 en Floride. D'après ses propos, nous comptons aujourd'hui plus ou moins 341 rédactions dans le monde qui font du fact-checking. Il est davantage revenu sur les 31 critères<sup>1</sup> de certification à l'IFCN que les organisations signataires doivent respecter. Ces critères se regroupent eux-mêmes dans 05 grands principes donc il est important d'en faire une synthèse dans ce rapport :

**Principe 1 :** Un engagement envers l'impartialité et l'équité. Ceci implique pour les organisations signataires de vérifier les allégations en utilisant la même norme pour chaque vérification des faits ; ne pas concentrer leur vérification des faits sur un seul côté ; suivre le même processus pour chaque vérification des faits et laisser les preuves dicter les conclusions ; ne pas défendre ni prendre de position politique sur les questions qu'ils vérifient.

**Principe 2 :** Un engagement envers les normes et la transparence de la source. Il s'agit pour les signataires de fournir toutes les sources avec suffisamment de détails pour que les lecteurs puissent reproduire leur travail, sauf dans les cas où la sécurité personnelle d'une source pourrait être compromise.

**Principe 3 :** Un engagement en faveur de la transparence du financement et de l'organisation. Ce principe consiste à une transparence des sources de financement des organisations signataires ; s'assurer que les bailleurs de fonds n'ont aucune influence sur les conclusions auxquelles les vérificateurs des faits parviennent dans leurs rapports, s'ils acceptent un financement d'autres organisations ; détaillent le parcours professionnel de toutes les personnalités clés de l'organisation et expliquer la structure organisationnelle et le statut juridique.

**Principe 4 :** Un engagement en faveur de la transparence de la méthodologie. Il est question pour les organisations signataires d'expliquer la méthodologie qu'ils utilisent pour sélectionner, rechercher, rédiger, éditer, publier et corriger leurs vérifications des faits ; d'encourager les lecteurs à envoyer des demandes de vérification des faits et sont transparents sur pourquoi et comment ils vérifient les faits.

**Principe 5 :** Un engagement en faveur d'une politique de correction ouverte et honnête. Ceci implique finalement les signataires de publier leur politique de corrections et la suivre scrupuleusement ; de corriger de manière claire et transparente conformément à la politique de correction, en cherchant dans la mesure du possible à s'assurer que les lecteurs voient la version corrigée. Bien plus, l'IFCN a été créé dans le but premier de rassembler les fact-checkeurs du monde entier précisément ceux qui sont isolés dans leurs pays ceci même au niveau de leurs rédactions. Parlant des objectifs, l'IFCN vise entre autres la promotion d'un certain nombre d'articles descriptifs et de recherches sur la vérification des faits, l'IFCN vise également le travail sur un code pour la promotion des normes et des bonnes pratiques du fact-checking.

Ce master class s'est clôturé par une suite d'échange d'expérience entre les participants : Africa Check qui travaille à l'intégration complet du data journalisme dans le fact-checking ; DataCameroon travaille au jumelage des data visualisations dans les textes de fact-checking etc.

<sup>1</sup>[www.ifcncodeofprinciples.poynter.org](http://www.ifcncodeofprinciples.poynter.org) ; les engagements du code de principes.



Master class

## 2<sup>ème</sup> MASTER CLASS

Axé sur le thème : **Désinformation et fausses informations, un frein à l'accès à l'information de qualité ? Quelles stratégies peuvent développer les autorités de régulation pour appuyer la lutte des médias contre la désinformation ?**

Cette master class a connu la présence des experts en charge de la régulation en matière de communication, il s'agit de Monsieur **OWONO LOUIS CHRISTIAN**, représentant de l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART) ; **MME ISABELLE VACKAT**, vice-présidente du Haut-Conseil de la Communication de Centrafrique ; et Monsieur **ALAIN DENIS MBEZELE**, représentant du Conseil National de la Communication (CNC). Il a été au final rappelé aux bénéficiaires du programme « Désinfox Afrique » qu'ils ne sont pas les seuls dans la lutte contre les fausses nouvelles et qu'il est davantage question pour les acteurs du réseau informationnel de mutualiser leurs efforts dans le processus. Cela implique aussi bien pour les participants au Forum en particulier et les bénéficiaires du programme en général de promouvoir, voire perpétuer les bonnes pratiques qui visent à réduire la désinformation dans un environnement proche et lointain. Il est à noter que c'est tous ces efforts conjugués qui contribueront à un environnement pour le moindre saint, qui jusqu'ici est fortement menacé par les méfaits du phénomène de la désinformation.

Ce cadre d'échange a été meublé par la recommandation suivante : Sensibiliser le public à un usage responsable des outils numériques et surtout des réseaux sociaux.



## 3<sup>ème</sup> MASTER CLASS

Modérateur **Eric Le Braz** dans un panel constitués de **Laurent Bigot, Olivier Piot, Blaise Pascal Andzango, Assane Diagne** ; les participants ont été édifiés sur le Thème : Comment dépasser le fact-checking ? Comment les journalistes peuvent appuyer ces initiatives ?

Selon **Laurent Bigot**, les fausses informations parlent aux peurs, aux

préjugés, aux croyances et de façon globale aux émotions. Le fact-checking lui, essaye de ramener à la raison.

A cet effet, il en ressort que les réponses qui peuvent contribuer à stopper ce fléau est à divers niveaux.

Primo « *s'ouvrir aux autres* » : A travers des formations (contacter des experts, faire des synergies avec ceux qui maîtrisent le fact-checking et qui peuvent l'enseigner aux autres) ; Nouer des partenariats avec des associations de blogueurs, avec les plateformes de médias sociaux (facebook...), en échangeant des études de qualité.

Secundo « *associer les citoyens au comité de rédaction des médias* » : Demander aux citoyens de signaler des faits sur lesquels ils ont des doutes afin que la rédaction vérifie la véracité ou non de ceux-ci.

Tercio « *formation des organisations de la société civile* » et « *installer des rédactions dans les écoles de journalisme pour inciter les dirigeants à intégrer les programmes de Fact-checking dans les curricula* » ; « *inclure les artistes (musiciens, comédiens...) dans le processus* », « *créer des ambassadeurs du fact-checking pour faire un plaidoyer et relayer les productions sur leurs différentes plateformes* » ; « *prôner l'éducation aux médias et à l'information en faisant de chaque internaute un fact-checker (ne pas partager d'informations si on n'est pas sûr de la source)* » ; « *les institutions (autorités locales, ambassades..) Doivent accompagner le travail d'éducation aux médias, surtout chez les plus jeunes qui sont les plus vulnérables* ».

Au final il a été question d'encourager le journalisme d'investigation, il est d'autant plus important d'aller chercher les informations par soi-même, prendre parfois des risques pour avoir la bonne information ; car étant donné que même les journalistes véhiculent des fausses nouvelles à la demande de certaines personnes pour se faire de l'argent, « *la vraie information ne se trouve donc nulle part* ».

## 4<sup>ème</sup> MASTER CLASS

Modéré par **VALDEZ ONANINA** celle-ci a été introduite par les propos de **DIARA NDIAYE** journaliste qui partageait son expérience en disant qu'elle a un programme intitulé "Alors on dit quoi?" Dédié à la jeunesse qui traite du fact-checking, elle précise à cet effet que l'émission est diffusée en langue fulfuldé ceci dans le but d'atteindre toutes les cibles et mieux sensibiliser. **OLIVIER RIBOUIS** rejoint le fil en nous racontant son parcours en ces mots (avant l'arrivée du projet Desinfox Afrique, il n'y avait pas d'initiative de renforcement des capacités des journalistes en fact-checking au Bénin) ; pour lui, la particularité du fact-checking au Bénin c'est qu'il se fait en Français mais est repris en langue locale. Il explique par exemple que durant la préparation des élections 2020, ils ont dû recruter 84 médias pour les épauler dans cette méthode de diffusion. Olivier Ribouis note au passage la difficulté pour les médias de s'engager définitivement car certains s'engagent dans le cadre d'un projet et se lasse au bout d'un moment.



Master class

Parti du constat selon lequel « *très peu de personnes prennent le temps pour lire le contenu de fact-checking, il a été émis l'idée de s'adapter en optant pour des petites vidéos et des titres très accrocheurs* Christelle Bourdeau experte en fact-checking a dans le cadre de ces échanges relevé la différence qui existe entre le fast-checking et le fact-checking» en notant que le premier prends moins de temps contrairement au second, elle ajoute que « *le fast-checking permet de stopper l'intro ceci le temps de s'investir pour faire un fact-checking* ». Il est davantage question de sensibiliser les gens autour de nous sur l'impact des fausses informations.

Eric Le Braz dans ses propos a davantage insisté sur la qualité lisible du fact checking, des nouveaux formats du fast checking, entre autres. Quelque astuces à implémenter pour détecter les fausses nouvelles (proposées dans le cadre de cette master class):

- Cibler les groupes whatsapp/telegram qui publient beaucoup ;
- Cibler les pages Facebook où il y'a les sujets très commentés.



Vue du public lors de la plaine de clôture du Forum

Au regard de qui vient d'être dit, il est à noter que bien de solutions ont été proposées par les intervenants aux problématiques abordées au sein des masters class. Venons-en aux ateliers de formation où ont été développés un ensemble de modules dont l'objectif visait davantage à sensibiliser des étudiants des écoles de Yaoundé, qui ne sont pas forcément formés au fact-checking et à partager avec eux des connaissances sur les outils et techniques de fact-checking.

## ATELIERS DE FORMATION

Ces ateliers ont constitué des cadres dans lesquels de nombreux acteurs (étudiants, journalistes déjà en exercices, représentants des autorités (gendarmes)) ont été outillés à quelques techniques de détection des fausses nouvelles, pour pouvoir aiguïser leur sens critique et leurs amener à vérifier des infos eux-mêmes. Tout cela dans l'optique de contribuer de façon pratique et efficace à la lutte contre la désinformation.

### 1<sup>er</sup> ATELIER DE FORMATION

Dans le cadre du 1er atelier dont l'objectif visait la découverte du principe du fact-checking, les formateurs à l'instar de Donatien Koffi enseignant et formateur en journalisme et Amélie Gue journaliste et formatrice ont édifié les participants sur divers Thèmes notamment la Sensibilisation générale au phénomène des infox (typologie et caractéristiques) & Comment se construit une infox ;

***Comment se diffuse une infox : fonctionnement des réseaux sociaux et des médias en ligne (viralité, filtres à bulles, chambres d'échos, algorithmes, klikbait...)***  
***Les bons réflexes à avoir : détection des infox sur les réseaux sociaux, identification des trolls, identification des comptes partisans, détection d'une image suspecte, etc.***

### 2<sup>ème</sup> ATELIER DE FORMATION

Dans le cadre du second atelier de découverte des outils du fact-checking étape2, les participants ont été amené à découvrir à travers Donatien Koffi ; Arsène Jonathan Mosseavo, quelques fondamentaux du fact-checking et quelques outils primaires de détection ; la Vérification des sources et bases du fact-checking ; la Déontologie du vérificateur et un exercice pratique pour apprendre les bonnes pratiques en matière de fact-checking.

### 3<sup>ème</sup> ATELIER DE FORMATION

Le troisième atelier était consacré à entretenir les participants à la prise en main du fact-checking) par Ange Kasongo, journaliste et formatrice Fotso Fonkam, formateur et blogueur ; Amélie Gué, journaliste et formatrice sur « **le story-telling fact-checking** : le fact-checking est-il différent de ce que l'on apprend à l'école ? » ; « *l'utilisation des réseaux sociaux pour chercher les infox et pour y publier : les réseaux sociaux sont-ils l'ennemi ou l'ami du journaliste ?* » ; « *Succès / pas succès / réactions des formateurs et des bénéficiaires ?* »

Au sorti de ses ateliers, les participants ayant acquis les armes pour affronter les fausses nouvelles/ désinformation, constituent désormais un maillon fort de la chaîne dont l'objectif principal est de barrer la route à ce fléau qui est une vraie menace dans la société actuelle.



Echange avec les médias

Il a été question pour le rappeler, de proposer un forum qui soit le plus complet possible sur un plan à la fois intellectuel et multi-acteurs de la chaîne informationnelle. Dès lors, la diversité des publics qui ont assisté aux différentes tables rondes, masters class et ateliers de formation a montré à suffisance la réalité et surtout l'impact qu'a le phénomène de la désinformation et tous ses corollaires sur les activités aussi en ligne que hors ligne.

# 05 LES CONSTATS

- La liberté de presse et le droit d'accès à l'information sont des véritables leviers pour lutter contre la Désinformation ;
  - La protection des producteurs et des consommateurs de l'information contribue à la production et à la consommation de bons contenus ;
    - L'impunité vis-à-vis des acteurs des fausses nouvelles contribue à attiser la propagation des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux et les plateformes d'information ;
      - Les polémiques autour de la Covid19 et son vaccin constituent des facteurs importants à la prolifération des fausses nouvelles en ligne et hors ligne ;
        - Les perceptions sociales de la Covid19, la collecte et la gestion des informations sur la Covid19 sont des agents vecteurs de la Désinformation tant en contexte camerounais que partout dans le monde ;
          - Augmentation de la désinformation, avec de nouvelles techniques de manipulation et de montage de contenus erroné qui naissent tous les jours ;
            - Quelles populations en particulier participent à la diffusion de fausses informations ?
              - Journalistes : quels mécanismes font que de nombreux journalistes participent de cette désinformation ?
                - OSC : le phénomène de la désinformation est bien connu des OSC qui luttent déjà contre ce phénomène ainsi que contre les discours de haine ;
                  - Les autorités de régulation ont vocation à accompagner les synergies nationales de lutte contre la désinformation.

## 06

## RECOMMANDATIONS

## AUX MEDIAS

- Redonner aux journalistes le goût de la rigueur dans un contexte où les informations circulent plus rapidement. Il s'agit pour les journalistes de respecter la déontologie, de toujours procéder à la confrontation des sources après collecte des informations, éviter de courir vers le buzz et le scoop ;
  - Multiplier le partage d'expériences à l'instar des forums, séminaires régionaux, programmes d'échanges etc. SUD-NORD afin d'outiller les journalistes et leurs apprendre ou renforcer les techniques de fact-checking ;
  - Sensibiliser (à travers les programmes audio-visuel) principalement les plus jeunes aux médias car ils ne sont pas encore aguerris et sont les plus vulnérables.
  - Sensibiliser les citoyens pour qu'ils aient la capacité de détecter les fausses informations et freiner la désinformation à leur niveau ;
  - Dénoncer ou porter plainte lorsqu'on a fait l'objet d'une infox notamment pour diffamation, atteinte à la vie privée, harcèlement etc. Afin d'aider les instances compétentes de juger l'ampleur de l'injustice et d'en porter une sanction ;
  - Mettre l'accent sur l'éducation aux médias ; car il est davantage important de conscientiser les élèves à la présence de plus en plus croissante des médias sous toutes leurs formes et à leurs informer des événements historiques passés qui sont très souvent à l'origine de leurs dérives. Cela peut être fait à travers les programmes audio-visuels ou même l'organisation des descentes au sein des écoles ;
  - Multiplier les débats de co-construction des outils et système de lutte contre les Fake news et le Désinformation ;
  - Sensibiliser les consommateurs à un usage responsable des TIC ;
  - Impliquer les blogueurs dans le processus de lutte contre la Désinformation ;
  - Eduquer d'autres médias notamment avec l'appui des acteurs comme le gouvernement et les acteurs de société civiles, afin de susciter une véritable interaction voire, une inclusion vis-à-vis de la désinformation ;
  - Eduquer les consommateurs à un usage responsable des plateformes

et réseaux de communication et de l'information. Cela peut passer par des courts programmes télévisés et des forums créés sur des plateformes dont les contenus pourront être des outils pédagogiques, de jeux de rôles et des vidéo, des discussions et des échanges sur les thématiques en matière d'usage des médias pour aboutir à la création d'une fiche-conseils pour être serein sur la toile ;

- Impliquer les médias communautaires dans la lutte contre la Désinformation en les dotant des outils et techniques de veille et de fact-checking. Il s'agit ici de la méthodologie journalistique, de techniques de fact-checking, de logiciels de fact-checking, d'usage de sites internet, d'usage des bases de données, de formations en OSINT (Open-Source Intelligence), des Techniques de veille aux rumeurs et fausses informations entre autres ;
- Créer une vraie synergie entre les acteurs luttant contre la désinformation et les acteurs luttant contre les discours de haine.

## AUX REGULATEURS

- Construire une véritable synergie entre tous les acteurs (les médias, les organisations de la société civile, les pouvoirs publics) pour une lutte véritable contre la Désinformation ;
  - Elaborer une loi d'accès à l'information ;
  - Armer les acteurs de la communication, du principe de responsabilité en matière de traitement de l'information ;
  - Prendre en compte la protection de la vie privée dans l'élaboration des lois de l'accès à l'information et de la Désinformation ;
  - Travailler à résoudre la question de la lenteur de la communication et de la gestion de l'information qui prévaut au niveau du gouvernement ;
  - Créer un pont entre les professionnels de santé et les fact-checkeurs ;
  - Créer un pont entre le Ministère de la Communication et les blogueurs ;
  - Adopter une loi sur la confiance dans l'économie numérique (LCEN) ;
  - Adopter une loi sur la protection des données à caractère personnel ;
  - Renforcer les capacités des différentes parties prenantes en matière de techniques et d'outils de lutte contre la Désinformation ;
  - Eduquer les consommateurs à la citoyenneté numérique, à l'utilisation responsable des médias et à la réglementation en vigueur ;
  - Créer un Conseil National d'Education aux Médias et à l'Information (CNEMI) ;
  - Accompagner les acteurs publics et privés, ONG, société civile, médias,

etc. dans la lutte contre le phénomène de propagation des fausses informations à l'ère du numérique ;

- Etablir une coopération obligatoire des plateformes numériques pour une lutte effective contre les fausses informations au Cameroun ;
- Renforcer et favoriser l'harmonisation des champs de compétences entre ces institutions, dans le sens d'un renforcement de leur collaboration.

## A LA SOCIÉTÉ CIVILE

- Mettre l'accent sur l'éducation aux médias à travers les initiatives tel que celles mis en œuvre par l'Association camerounaise EDUK-MEDIA qui a pour objectif de développer l'esprit critique face aux consommations et production médiatiques ;
- Former et accompagner les régulateurs aux techniques de fact-checking et à la détection des fausses nouvelles et des discours de haine dans le cadre des programmes à l'instar de ceux qui sont déployés par ADISI-Cameroun ;
- Multiplier les débats de co-construction des outils et système de lutte contre les Fake news et le Désinformation.

# 07 CONCLUSION

Le Forum International de Yaoundé sur la Désinformation (FIYAD) a été véritable moment d'échange et de co-construction de ces actes, autour de l'objectif qui visait à construire une synergie nationale et internationale autour de la lutte contre la prolifération des fausses nouvelles au Cameroun. Durant ces deux jours, les participants se sont, non seulement engagés dans les tables rondes et des Masters class, mais aussi au travers des ateliers où ils se sont pour d'aucuns familiarisé et pour d'autres à l'outil de lutte contre la Désinformation qui est principalement le fact-checking.

Au-delà de ces outils qu'est le fact-checking, il a été relevé sans cesse la synergie entre tous les acteurs (les médias, les organisations de la société civile, les pouvoirs publics) qui serait finalement une véritable arme dans le processus pour une lutte véritable contre la Désinformation.

Il est à noter que cette activité a connu la participation en présentiel de plus de 700, sans oublier le live-streaming de la plénière inaugurale qui a également permis d'atteindre le plus grand nombre de personnes, nous donnant une raison supplémentaire d'être extrêmement fiers des résultats du Forum. Compte tenu du fléau de notre temps et de la nécessité de prendre des mesures assez sérieuses pour limiter l'impact des activités de la Désinformations sur notre environnement, des efforts particuliers ont été faits pour adopter des comportements durables.

Toutefois, il est sans doute important de noter que s'appuyant sur les bonnes pratiques prônées dans le cadre de ce Forum International de Yaoundé sur la Désinformation (FIYAD) et en posant des actions pratique et pragmatiques, il peut en découler des solutions durables pour limiter voire éradiquer le phénomène de la Désinformation.

Notons qu'entend qu'événement inédit, ce forum a rassemblé des acteurs qui dans le cadre des échanges, sont allés au-delà de la thématique sur la désinformation et ont touché des aspects tel que la citoyenneté numérique, l'économie numérique etc. Dès lors, ce genre d'initiatives doit être encouragé et être reproduire afin de poursuivre la dynamique de concertation. Dans la même veine il faut aussi que malgré l'ampleur de la tâche, l'espoir que toutes les forces en présence durant ce forum perpétuent ces bonnes initiatives mentionnées dans ce contexte.

Finalement, il faut toujours garder en tête que le combat contre la désinformation s'inscrit plus largement dans la préservation d'un débat public sain.

# ANNEXES

## COUVERTURE MEDIATIQUE

- o Radios invitées 3 présentes.
- o 9 presses écrites invitées 8 présentes.
- o 02 Sites web invités 01 présente
- o 04 blogueurs constatés 4 présents
- o Sur 25 médias invités 17 ont répondu présents

Pour ce qui est des experts ,14 experts sur 18 invités ont répondu présents

- o 8 bénéficiaires sur 9 attendus du Cameroun
- o 13 bénéficiaires sur 14 attendus de la RCA.



ADISI - CAMEROON

# DÉSINFOX-AFRIQUE

## FORUM INTERNATIONAL DE YAOUNDÉ SUR LA DÉSINFORMATION

